

La Croissance économique en République Démocratique du Congo et ses problèmes majeurs, une investigation.

Mukole Kongolo* et Jean Marie Katujudi**

Abstract: *The main aim of this paper was to describe the economic growth situation that has unfolded in Democratic Republic of Congo since its independence. Both narrative and descriptive approaches were utilized using secondary sources. The results suggest that there has been a blockage of growth following several events such as civil wars, corruption, illegal exploitation of natural resources, inappropriate macroeconomic policy and many more, that have taken place in the country. Given that the country is rich and has all the resources needed, it can rethink to restart once more the process of economic growth for the wellbeing of the Congolese people. Therefore, it is suggested that authorities should reorganize and think on how they can promote the country growth once again.*

Résumé

L'objet principal de cet article est de décrire la problématique sur la croissance économique en R.D.C à partir des événements qui ont eu lieu depuis son accession à l'indépendance. L'article est narratif (explicatif) et descriptif. Les informations secondaires utilisées sont obtenues de plusieurs sources (articles académiques, revues hebdomadaires, journaux, et rapports officiels, par la méthode documentaire. Les résultats de l'analyse nous montrent que la croissance économique en RDC a été bloquée par plusieurs événements : guerres civiles, corruptions, détournements des biens publics, exploitations illégales des ressources naturelles, et la défaillance de la politique macro-économique. Etant donné que le pays est potentiellement riche et possède tous les moyens économiques nécessaires, la croissance économique pourrait être observée à tous les niveaux pour le bien-être de la population Congolaise. Pour ce faire, les autorités doivent réorganiser rationnellement et avec efficacité tous les secteurs économiques.

Mots Clefs : *Croissance économique, conflits, rebellion, corruption, depression du PIB, RDC.*

I. Introduction

La République Démocratique du Congo s'ouvre progressivement à la démocratie, malgré plusieurs années d'indépendance dans la décennie quatre-vingt-dix, mais l'économie politique appropriée à ces pays n'est pas encore la même que celle des pays occidentaux. Les théoriciens ont consacré peu d'efforts à l'analyse des moyens qu'ont les populations pour s'exprimer et influencer la politique économique dans les pays africains. La violence politique comme manifestations, émeutes, coups d'État et autres, est souvent la seule possibilité d'action, avec un coût humain très élevé quand la répression est sévère (Berthélemy, Azam, et Calipel, 1996). Comprendre comment son éruption dépend des politiques économiques, dont l'adoption peut s'expliquer par l'attitude du gouvernement envers la redistribution. La redistribution des richesses a une mauvaise presse chez beaucoup d'économistes. Ainsi, Alesina et Rodrik (1994) analysent comment l'inégalité des richesses ralentit la croissance dans une économie démocratique, en provoquant des mesures de redistribution des revenus qui imposent des distorsions sur l'économie. Ceci appelle deux critiques. D'abord, si la démocratie a une valeur en soi, il est optimal qu'elle ait un coût (marginal) positif à l'équilibre (Azam, 1994). Si c'était un bien gratuit, il faudrait la développer davantage. Ensuite, la démocratie peut être favorable à l'efficacité économique, si elle réduit les chances d'éruption de la violence politique, alors que celle-ci a un coût plus élevé que les distorsions qu'implique la redistribution. De plus, certains régimes, qui ne sont pas formellement démocratiques, peuvent être plus sensibles que d'autres aux demandes de la population, et mettre plus que d'autres l'accent sur les politiques redistributives. On montre ici que dans les régimes non démocratiques, du moins en Afrique, le gouvernement affecte la probabilité d'éruption de la politique en arbitrant entre répression, prédation, et redistribution.

(* et **) Université Pédagogique de Kananga (UPKAN), Section des Sciences Commerciales, Kananga, DRC.

Le concept de performance économique est polysémique (Simon, 2010), ainsi, il est souvent estimé par moyen de la dynamique du PIB réel (Collier, 2000 ; Mukand et Rodrik, 2005), bien que ce même indicateur PIB a fait l'objet de nombreuses critiques (Arrow et al. 1995 ; Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009). Beaucoup d'études économiques l'utilisent encore pour des fins d'analyse quantitative (Maddison, 1987 et 2006 ; Collier et Hoeffler, 2004 ; Malizard, 2014). En 2016, la RDC était encore sur la liste de 47 pays moins avancés de l'Organisation des Nations unies où elle a été classée respectivement 67^{ème} et 21^{ème} pays le plus corrompu d'Afrique en 2008 et 2014. Dans les pays où la corruption affecte la gouvernance publique, au moins deux phénomènes peuvent être remarqués :

- le premier phénomène est que cette caractéristique augmente la probabilité de l'éclatement de conflits armés. En effet, le modèle de Collier et Hoeffler montrent que la probabilité d'éclatement des guerres civiles dépend à la fois de la quête de pillage et de la demande de justice (Collier et Hoeffler, 1998) ;
- le deuxième phénomène entraîne pendant les périodes de conflits, la volatilité macroéconomique qui s'accroît. Pour le cas de la RDC, le financement des guerres pendant la période 1988-2015 a souvent été à l'origine de l'élargissement du déficit public et de l'accélération de l'inflation. En 2005, suite à l'intensification de la guerre dans l'Est du pays, le taux d'inflation moyen qui, en 2000 et 2004, se chiffrait à 9,2 % est passé à 21,3 %. La littérature montre que plusieurs études soutiennent également que la corruption entraîne la baisse des investissements, et donc constitue un fardeau pour la croissance économique (Mauro, 1995 ; Kodi, 2008 ; d'Agostino, 2012). Ici, on veut montrer aussi que le risque politique conduit à la probabilité d'éruption de violences politiques qui affecte la croissance dans le pays, selon le modèle économétrique de Barro (1991). Par ce biais, l'arbitrage entre répression et redistribution, caractéristique des régimes autoritaires prédateurs, a des effets sur la croissance.

Située dans le Sub-Sahara Africa, la plupart des ces pays sont les plus pauvres d'Afrique. Cette situation est exacerbée par les facteurs comme l'insécurité économique, l'instabilité politique, les guerres civiles, le terrorisme, la corruption ainsi que les désastres naturels (Benson, 2021). Généralement, deux métriques sont utilisées pour déterminer si un pays est riche ou pauvre. Ces deux métriques sont les suivantes : le Produit Interne Brut (PIB) par habitant et Révenu National Brute (RNB) par habitant :

- la première métrique (PIB) mesure la valeur totale des biens et services produits dans le pays divisé par le nombre de population,
- tandis que la deuxième (RNB) comprend n'importe quelle valeur de revenu étranger que le pays avait reçu durant une période considérée (Benson, 2021).

La RDC est un pays littéralement inondée avec des ressources naturelles, un pays riche en minerais, mais, avec toutes sortes des minerais que ce pays possède, il est classé le quatrième pays pauvre d'Afrique et l'un des pays pauvres du monde. En 2022, le produit intérieur brut (PIB) en RDC est d'environ \$1,131. Un chiffre en progression par rapport à 2021 et qui lui vaut la 9^{ème} place au classement des pays les plus pauvres de la planète. Le revenu national brut (RNB) par habitant en RDC s'élève actuellement à 550\$ par habitant. (Journaldunet.com, 2022). En plus, la monnaie locale de la RDC, le Franc Congolais (FC) est une monnaie de plus faible taux de change contre toutes les monnaies principales étrangères. Le FC est donc classifié 8^{ème}, plus faible monnaie en Afrique. Le taux de change de FC 1000 est équivalent à \$0.50 (Benson, 2021).

La croissance économique est la quantification de variations dans la production des biens et services dans une économie durant une certaine période de temps donné. Cette variation, positive ou négative se mesure par moyen de l'évolution annuelle d'un indicateur connu comme Produit Interne Brute (PIB). Selon les données à notre disposition, nous démontrons que le taux de croissance annuel de la RDC était négatif en 1975 suite au premier choc pétrolier et en 1993 suite à la crise du système monétaire européen (Maddison, 1987 ; Mauro, 1995). Dans cette étude, nous démontrons que le PIB de la RDC était négatif pendant plusieurs années, à savoir en 2007, en 2013, en 2015, en 2016, en 2017, en 2018, en 2019, et 2020. Ce qui est aussi plus grave est que le PIB en RDC était négatif pendant six années successives. Les taux de PIB négatifs enregistrés les dernières années peuvent être attribués à une mauvaise gestion des ressources, au pillage, au personnel administratif, à la corruption et aussi suite à la crise financière de la Covid-19. Certains pays se servent également du Produit National Brut (PNB) pour évaluer leur croissance économique. Le PNB correspond à la valeur totale des biens et des services produits par des entreprises ou des personnes ayant la nationalité du pays, qu'elles bénéficient d'une implantation dans le pays ou à l'étranger. L'augmentation de la croissance peut résulter d'une augmentation de la quantité de biens (et services) produite ou d'une augmentation des prix. D'une manière générale, les économistes distinguent deux types de croissance économique :

- (i) *La croissance intensive* qui correspond à une augmentation du volume de production grâce à des gains de productivité, ce qui n'a pas forcément un impact positif sur l'emploi ;

- (ii) *La croissance extensive* que l'on définit par la création de nouvelles entreprises, la croissance de ces nouveaux facteurs de production jouant positivement sur l'emploi.

La sécurité économique favorise le bonheur, bénéfique pour la croissance et la stabilité sociale. Telle est une des principales constatations d'un nouveau rapport de Reuters (2008), qui s'efforce pour la première fois de mesurer la sécurité sociale et économique des individus et des pays dans le monde entier. Un indice de la sécurité économique a été calculé pour plus de 90 pays (couvrant 86% de la population mondiale). Il repose sur sept formes de sécurité liée au travail, compte tenu des politiques, des institutions et des résultats dans chaque cas. Dans les pays qui offrent à leurs ressortissants un niveau élevé de sécurité économique, ils ont un niveau de bonheur plus élevé en moyenne, mesuré par des enquêtes sur le niveau de satisfaction dans la vie et l'inégalité en matière de bonheur dans les pays Reuters (2008). Le déterminant du bonheur national le plus important n'est pas le niveau de revenu, il existe une association positive, mais l'augmentation du revenu semble avoir peu d'effet à mesure que les pays riches deviennent plus riches. Le facteur le plus important est le degré de sécurité du revenu, mesuré en termes de protection du revenu et d'un faible degré d'inégalité de revenu. En revanche, le bonheur ne semble pas être lié au niveau de compétence.

Reuters (2008), observe qu'un niveau élevé de sécurité des compétences, mesuré par un indice incluant des indicateurs d'éducation et de formation, est en réalité inversement lié au bonheur. Le rapport suggère que cela est dû au fait que les emplois correspondent mal aux besoins et aux aspirations des gens, à mesure qu'ils deviennent plus éduqués et qu'ils acquièrent plus de compétences. Il faut ajuster vers le haut la qualité et la mobilité de l'emploi. Actuellement, trop de gens s'aperçoivent que leurs compétences et leurs qualifications ne correspondent pas aux emplois qu'ils doivent exercer, ce qui provoque ce que le rapport appelle un effet de « *frustration liée au statut* ». *A titre d'exemple, en RDC tout le monde cherche à être « Député » ; alors que le secteur minier est dans sa totalité occupée par les étrangers.* Cet article a pour but de prouver qu'il y a des liens entre l'insécurité politique et la sécurité économique et sociale. En réalité, l'insécurité politique ne favorise pas la sécurité économique et sociale du pays. D'une manière générale, nous voulons montrer que les risques politiques comme violences, tortures et autres, ont un effet négatif sur la croissance économique. Ainsi dit, l'objectif principal de cet article est d'examiner les causes de manquement de la croissance économique en RDC. La première section de cet article passe en revue les développements consacrés à l'économie politique de la croissance, et aux effets de l'instabilité économique et politique au pays. La deuxième section présente une revue brève de la littérature sur les conflits armés ainsi que l'instabilité politique et la croissance économique en RDC. La troisième section présente la discussion. La quatrième section présente la conclusion.

II. Revue de la littérature

2.1 Breve historique des conflits armés en RDC

L'évolution de l'économie Congolaise, depuis son accession à l'indépendance en 1960, fut marquée par plusieurs crises de natures diverses. La crise est un événement soudain et imprévisible qui affecte le fonctionnement d'une économie en perturbant l'équilibre. Ensuite, on peut considérer la crise comme une situation négative, puisqu'elle sera confrontée aux événements ayant affecté positivement le fonctionnement de l'économie Congolaise. En procédant à une revue de principaux chocs ayant affecté l'économie congolaise, il ressort que la RDC a connu 25 chocs négatifs contre 12 chocs positifs (Bertin-Ohana-Strauss-Kahn, 2016). Plusieurs événements qui ont affectés la croissance économique, la vie sociale, ainsi que la sécurité nationale de la RDC. Parmi eux, on peut mentionner premièrement les guerres, personnels intérêts des membres des plusieurs gouvernements au pays, ainsi que l'exploitation profonde de la population Congolaise. Ces événements ont affecté profondément la vie sociale des Congolais et ils ont exercé un effet négatif sur l'économie nationale et la perte de vies par plusieurs individus (Bertin-Ohana-Strauss-Kahn, 2016). Parallèlement, il y a lieu de noter des chocs ayant exercé des effets positifs sur les fondamentaux de l'économie. De manière générale, 67,57 % de principaux chocs sécuritaires ont exercé des effets négatifs sur les fondamentaux de l'économie et en conséquence, sur le niveau du bien-être de la communauté. Par ailleurs, il convient de remarquer que ces effets (positifs ou négatifs) n'ont pas été ponctuels. Ils se perpétuent à travers le temps quand bien même que les événements les ayant causés disparaissent. Ainsi peut-on évoquer un effet d'hystérèse de chocs sécuritaires.

La redistribution des richesses a mauvaise presse chez beaucoup d'économistes. Ainsi, Alesina et Rodrik (1994) analysent comment l'inégalité des richesses ralentit la croissance dans une économie démocratique, en provoquant des mesures de redistribution des revenus qui imposent des distorsions sur l'économie. Ceci appelle deux critiques. D'abord, si la démocratie a une valeur en soi, il est optimal qu'elle ait un coût (marginal) positif à l'équilibre (Azam, 1994). Si c'était un bien gratuit, il faudrait la développer davantage. Ensuite, la démocratie peut être favorable à l'efficacité économique, si elle réduit les chances d'éruption de la violence politique, alors que celle-ci a un coût plus élevé que les distorsions qu'implique la redistribution. De plus, certains régimes, qui

ne sont pas formellement démocratiques, peuvent être plus sensibles que d'autres aux demandes de la population, et mettre plus que d'autres l'accent sur les politiques redistributives. On montre ici que dans les régimes non démocratiques, du moins en Afrique, le gouvernement affecte la probabilité d'éruption de la violence politique en arbitrant entre répression, prédation, et redistribution. On montre ensuite que ce risque politique, mesuré par la probabilité d'éruption de violences politiques, affecte la croissance en Afrique, dans un modèle économétrique de Barro (1991), incluant un effet de convergence. Par ce biais, l'arbitrage entre répression et redistribution, caractéristique des régimes autoritaires prédateurs, a des effets sur la croissance.

Braeckman (1992) et Yambuya et Bauwens (1991) montrent que la contre-offensive menée par les Forces Armées Zaïroises (FAZ), avec l'appui de troupes marocaines a donné lieu à une terrible répression de la population civile dans la Province du Shaba suspectée de collusion avec l'ennemi. Ainsi, de nombreux habitants de la localité de Lufupa ont été tués par l'armée congolaise et les villages totalement détruits. Le bilan de cette répression si difficile à établir, il indique que plusieurs centaines de civils zaïrois et étrangers ainsi que les militaires et les rebelles étaient morts (Lanotte, 2010). Ainsi donc, à la suite de ces opérations de sauvetage du régime Mobutu, l'économie congolaise a retrouvé une relative stabilité pendant la décennie 1980 avant de voir renaître au début des années 1990 des troubles, soulèvements, pillages, le renforcement de l'opposition et la rébellion en réaction de la mauvaise gestion des affaires publiques et de la corruption caractérisant le régime en place. Par ailleurs, la convoitise de gérer les ressources naturelles que regorge la RDC a aussi constitué un élément déterminant de l'éclatement des conflits armés (Fosu, 1992).

La littérature présente différentes définitions du concept de la guerre civile proposées. Forest (2004) par exemple, définit la guerre civile comme une guerre interne ayant causé la mort au moins 1000 personnes. Singer et Small insistent sur l'aspect « victime humaine », et mettent un accent sur la nature de groupes qui s'opposent. Ainsi, ils présentent les guerres civiles comme des conflits violents qui opposent entre eux des citoyens (Forest, 2004). Les conflits peuvent prendre trois formes principales, à savoir, les guerres partisans (basées sur une opposition idéologique), les guerres socio-économiques (l'appartenance aux groupes en conflit est fonction de la place des individus dans l'activité économique) et les guerres identitaires (basées sur l'opposition des groupes dont l'appartenance est déterminée dès la naissance). Par ailleurs, Collier et Hoeffler (2007) basent la définition de la guerre civile sur quatre caractéristiques principales, à savoir, une guerre civile exige l'action des organisations militaires, elle exige également la bataille d'au moins 1000 morts. Il faut distinguer aussi les guerres civiles des génocides, des massacres et des pogroms⁷, d'où, il doit y avoir une résistance efficace, et au moins 5% des décès doivent être causés par la partie la plus faible.

En 2016, la RDC apparaît une fois de plus sur la liste de 47 pays moins avancés des Nations Unies. Cette fois, elle a été classée respectivement sixième et vingt-unième pays le plus corrompu d'Afrique pour les années 2008 et 2014 (Kodi, 2008). Dans un pays où la corruption affecte la gouvernance publique, au moins deux événements peuvent être distingués :

- le premier est cette caractéristique qui augmente la probabilité de l'éclatement de conflits armés. Ceci est un effet que l'étude de Collier et Hoeffler (2007) explique que la probabilité d'éclatement des guerres civiles dépend à la fois de la quête de pillage et de la demande de justice ;
- le deuxième événement, explique que durant les périodes de conflits, la volatilité macroéconomique augmente.

Dans le cas de la RDC, le financement des guerres pendant la période de 1988 à 2015 a souvent été à l'origine de l'élargissement du déficit public et de l'accélération de l'inflation. Par exemple, en 2005, suite à l'intensification de la guerre à l'Est du pays, le taux d'inflation moyen qui, en 2003 et 2004, étaient respectivement de 9,2% et 3,9%, sont passés à 21,3%. Dans leurs études, Mauro (1995), Kodi (2008), et d'Agostino (2012), soutiennent aussi ce phénomène en disant que la corruption entraîne la baisse des investissements et donc constitue un fardeau pour la croissance économique.

2.2. Instabilité politique et la croissance économique

L'interaction entre l'instabilité politique et la croissance économique a été étudiée par divers auteurs. Alesina et Perotti (1994) ont mesuré l'instabilité politique pour quantifier son *indice* composite en utilisant la méthode des composantes principales. Cet indice est un indicateur de l'instabilité politique, obtenu à partir de l'observation directe de l'occurrence de troubles de diverses natures comme coups d'État, complots, et manifestations. "Cette méthode repose sur une quantification souvent hasardeuse d'événements discontinus". L'impossibilité de construire une mesure quantitative fiable de l'instabilité politique peut nous amener à une démarche différente en termes de probabilité de troubles politiques comme Alesina, Ozler, Roubini, et Swagel (1994). Cette approche utilise le modèle probit pour estimer les facteurs qui influencent la probabilité d'apparition de ces troubles. Cette probabilité est aussi utilisée comme variable explicative dans l'équation de

croissance économique. De cette manière, on peut donc saisir mieux le risque politique (Alesina et Perotti, 1994). L'instabilité politique est une fonction croissante de la pauvreté dans laquelle Alesina, Ozler, Roubini, and Swagel, (1992), ont considéré comme une diminution dans le taux de croissance économique.

Le régime politique est très délicat, car l'importance c'est au moins la constitution (démocratique ou non) que les marges de manoeuvre que les dirigeants ont pour l'utiliser à leur profit. Dans l'absence de démocratie, ils agissent comme des dictateurs prédateurs ou « bienveillants ». (Berthélemy, Azam et Calipel, 1996). Aussi ils ont considéré les pays Africains parce que ces derniers ont les régimes politiques assez semblables les uns aux autres. Ils ont une histoire politique similaire au cours du siècle passé. Pour la plupart des ces pays, leur régimes politiques sont autoritaires, avec peu d'exception. La plus grande faute existe dans leurs mécanismes institutionnels, qui en effet, permet de stopper ou freiner les adversaires. Cette approche, par ailleurs permet d'expliquer en partie de nombreux cas d'instabilité politique, aux conséquences dramatiques en l'Afrique. Pour les mêmes raisons, la RDC a connu l'instabilité politique et des conflits majeurs durant plusieurs années, souvent autour des politiques internes, ayant causé des millions de morts.

En examinant l'effet de l'instabilité politique sur la croissance économique, Fosu (1992) utilise des données transversales de trente pays Africains, en tenant compte de la croissance des facteurs de production et celle des exportations. Les résultats montrent que l'instabilité politique a un effet négatif significatif, suggérant que la productivité des facteurs est affectée négativement par l'instabilité politique. Selon lui (Fosu, 1992), le résultat serait dû à la diminution de la qualité des facteurs de production, notamment par l'effet de fuite du capital humain. La littérature montre que le blocage de la croissance économique en RDC peut être attribué à plusieurs événements tels que la forte diminution de l'apport de capitaux publics ainsi que la diminution des dépenses d'investissement financés par l'Etat Congolais d'environ plus ou moins de 3% du PIB. Utilisant les données de trente-huit pays Africains sur une période 1975-1988. Berthelemy, Azam, Calipel et Jessua (1996) démontrent que non seulement l'instabilité politique est mesurée par les tentatives de changements politiques basés sur les coups d'Etat et complots, mais aussi de celle qui n'affecte pas directement l'économie comme les grèves et d'autres manifestations. En plus, il a examiné l'interaction entre l'instabilité politique et le progrès économique, dans un système d'équations simultanément *qui expliquent l'épargne, l'investissement, la croissance et l'instabilité politique* dont les résultats étaient promettant. Cependant, l'influence des politiques économiques mises en oeuvre par le pouvoir en place dans les pays n'était pas considérée.

Selon Reuters (2008), pour les dirigeants des pays en développement, le niveau national de sécurité économique est inversement lié à l'ouverture du compte de capital. Ceci signifie qu'il faudra retarder l'ouverture des comptes de capital jusqu'à ce que les politiques de développement institutionnel et des politiques sociales soient mises en place pour permettre à la société de résister aux chocs externes. En d'autres mots, les pays devraient retarder l'ouverture de leurs marchés financiers jusqu'à ce qu'ils aient les capacités institutionnelles de contrôler les fluctuations de la confiance et l'impact des événements économiques extérieurs.

Une documentation de la nature de ces événements s'avère important du point de vue de la politique économique de la croissance, puisque, cela permet de rationaliser l'effort de la défense nationale. Aussi, certains pays peuvent atteindre un niveau de croissance élevé avec une plus grande sécurité économique pour les nationaux. C'est ainsi que, certains pays à faible revenu peuvent obtenir des niveaux de vie plus élevés pour leurs ressortissants. De ce fait, l'analyse de Reuters (2008) montre que la répartition mondiale de la croissance et la sécurité économique ne correspond pas à la répartition mondiale du revenu. Seuls les pays disposant d'un ensemble cohérent de politiques économiques qui soutiennent et renforcent toutes les formes de sécurité de l'emploi obtiennent de bons résultats en matière de sécurité économique et de croissance. Par contre, les pays qui ont de bons résultats dans certains domaines mais qui sont médiocres dans d'autres n'aboutissent pas à de bons résultats (Reuters, 2008).

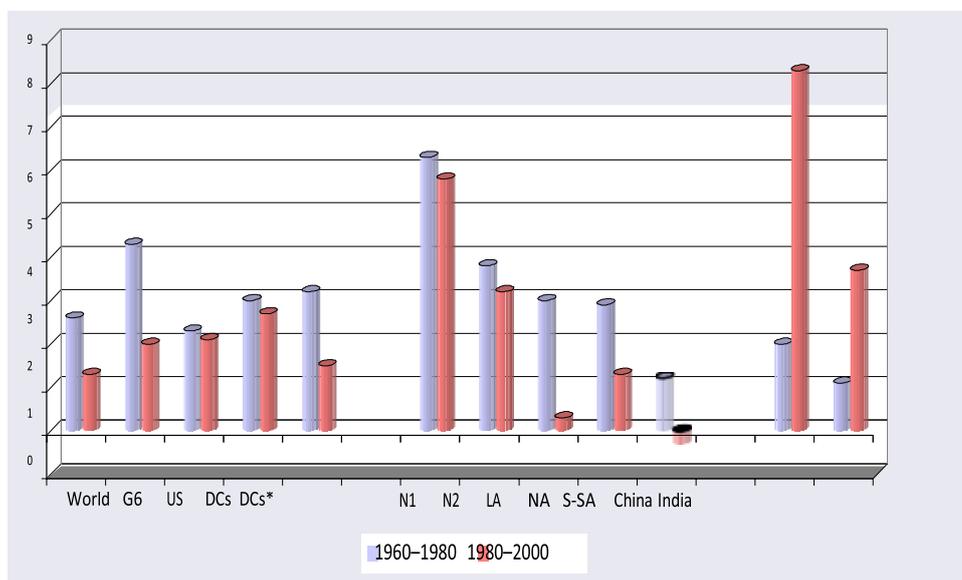
III. Discussion

L'économie de la République Démocratique du Congo (RDC), après une période de relatif progrès économique avait plongé dans une sévère dépression au milieu des années 2000 et 2008, à cause des guerres civiles qui ont détruit le pays. Avec une croissance économique d'environ 8,2 % en 2008 et de 2,7 % en 2009, la RDC a été l'un des pays d'Afrique les plus ravagés par la crise de 2008-2009 (Braeckman, 2009). Entre 2010 et 2015, le pays a connu une croissance moyenne de 7,9 % avec un pic de 9,2 % en 2014 et une inflation largement maîtrisée (Jeune Afrique, 2015). Avec la chute du prix des matières premières et la crise politique en 2016, le taux de croissance n'était plus que de 2,4 % avant de remonter à 3,4 % en 2017. Malgré cela, la RDC se modernisa rapidement et montra une évolution positive dans le développement de l'Indice de Développement Humain (IDH) en 2016. De nombreux projets ont renforcé le système de fonctionnement des secteurs

économiques et sociaux. L'agriculture reste toujours le principal secteur de l'économie Congolaise, représentant 57,9 % du PIB en 1997, et qui occupait environ 66 % de la population active (Mukoko, 2003).

Le gouvernement peine toujours à promouvoir les exportations, bien que l'impression de nouveaux billets ait repris. La croissance économique fut fortement négative en 2000 de par la difficulté de satisfaire les conditions fixées par les donateurs institutionnels, les faibles exportations et l'instabilité régnante. Les conditions économiques se sont améliorées depuis fin 2002, avec le retrait de la plupart des troupes d'occupation. Plusieurs missions du FMI et de la Banque mondiale sont intervenues pour mettre en place des plans de développement, et le gouvernement de transition a commencé la mise en œuvre des premières réformes. Une grande part de l'économie du pays reste cependant hors des indicateurs du PIB, l'économie souterraine restant majoritaire (Mukoko, 2003). Les guerres dans l'Est du pays ont eu lieu au même moment avec la crise financière internationale, à laquelle la RDC ne pouvait pas s'échapper. En ce moment-la, la demande de cobalt et de cuivre était en baisse, leurs prix s'effondraient et les prévisions de croissance économique pour 2009 ont été revues de 12 % à 9 %. Le résultat était une augmentation du PIB s'est montrée plus faible, de l'ordre de 5,7 % à 7,4 %. Les doutes sur un accord d'investissement de neuf milliards de dollars passé avec la Chine, conjugués à la colère de la population face à la corruption de certains officiers de l'armée gouvernementale a alimenté les frustrations dans le pays qui a la peine de se reconstruire après la guerre de 1998-2003 (Reuters 2008). Ceci montre que les sociétés fortement inégalitaires sont peu susceptibles d'obtenir beaucoup de résultats en termes de croissance économique sécurisant la vie sociale de la population. Une tendance à la hausse de la fréquence et de la gravité des chocs économiques durant ce moment de mondialisation. Ça montre aussi que les taux de croissance économique par tête d'habitant ont baissé dramatiquement, tandis que la variabilité des taux de croissance économique annuels a augmenté. Ceci signifie plus d'insécurité économique nationale et moins la croissance, ce qui est contraire aux prévisions de planificateurs qui préconisent une libéralisation économique rapide (Reuters, 2008).

La guerre a réduit dramatiquement les revenus du gouvernement et a accru la dette extérieure. Les acteurs du commerce extérieur se firent moins présents, cela étant lié aux incertitudes sur l'issue du conflit et à l'augmentation du contrôle et de la pression fiscale du gouvernement. Les ressources de l'est du pays furent désormais exploitées par les forces rebelles ou les occupants étrangers. Un de pays voisins devint par exemple exportateur de coltan et de diamants, bien que n'en disposant pas sur son territoire national. Les infrastructures défectueuses, un cadre légal incertain, la corruption, un manque d'ouverture économique et financière de la part du gouvernement, restent des freins à l'investissement et à la croissance économique (Reuters, 2008). La *Figure 1* montre la diversité régionale dans la croissance du PIB annuel par tête d'habitant en % de 1960-1980 et 1980-2000. Selon Reuters (2008), les personnes ont été interrogées sur leurs attitudes à l'égard de divers aspects de l'insécurité économique et de l'inégalité. Manifestement, « il existe une opinion très répandue favorable à un plus grand soutien aux personnes économiquement vulnérables et un désir de réduire l'inégalité ». « Une caractéristique marquante est que l'insécurité économique encourage l'intolérance et les tensions, ce qui contribue aux maux sociaux et, en dernier ressort, à la violence sociale ».



G6 = Canada, France, Allemagne, Italie, Japon et Royaume-Uni. E-U = États-Unis. PD = production agrégée de 59 pays en développement. PD* = Pays en développement, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde. N1 = NPI du premier niveau. N2 = NPI du deuxième niveau. AL = Pays d'Amérique latine. AN = Afrique du Nord. ASS = Pays d'Afrique subsaharienne, à l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Source : Banque Mondiale Indicateurs du développement dans le monde 2003.

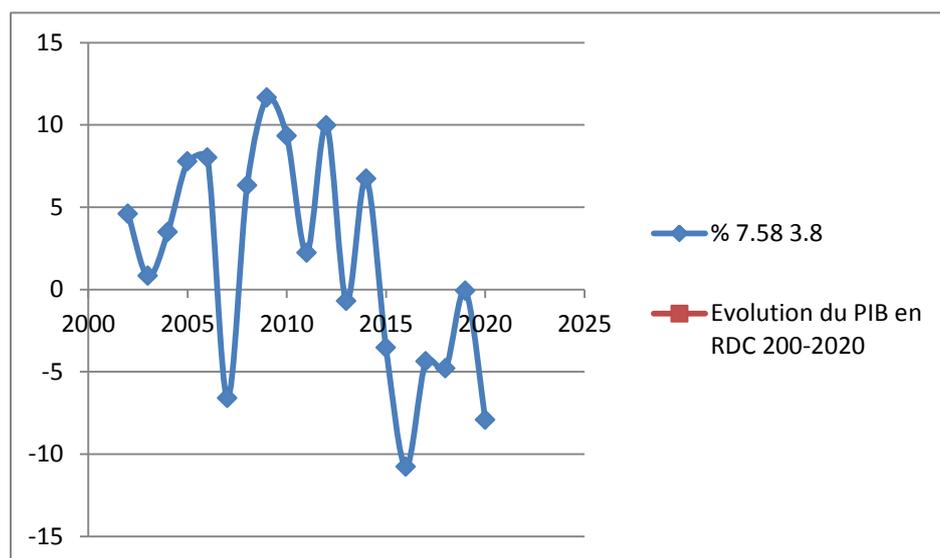
Table 1: Evolution du PIB en République Démocratique du Congo, 2000-2020

Annee	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
%	7,58	3,80	4,58	0,81	3,48	7,76	7,99	-6,61	6,31
Annee	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
%	11,61	9,93	2,21	9,95	-0,71	6,72	-3,55	-10,78	-4,38
Annee	2018	2019	2020						
%	-4,81	-0,09	-7,94						

Source : Benson (2021).

La figure 2 montre une évolution terrible de PIB en RDC depuis 2000 – 2020, avec huit années de croissance économique négative, une situation vraiment impossible. Cette dernière peut être attribuée à plusieurs facteurs, entre autres : la corruption et le vol des biens publics à son propre profit. Comme mentionner dans les sections ci-haut, dans un pays où la corruption affecte la gouvernance publique, au moins deux événements peuvent être distingués : le blocage de la croissance économique et l'augmentation probable de l'éclatement de conflits armés (Collier et Hoeffler, 1998).

Figure 2 : Evolution du PIB en République Démocratique du Congo, 2000-2020



Source : Compilation des Auteurs, 2022.

Selon Eycken et Vorst (1967), le blocage de la croissance économique en RDC peut être attribué à plusieurs facteurs. Ils ont observé que l'apport de capitaux publics a subi une forte diminution depuis plusieurs années. Ce dernier était désormais exclusivement constitué par l'aide étrangère. L'ensemble des dons et prêts ne représentait que 6% au total. Aussi, les dépenses d'investissement financées par l'Etat Congolais ont diminué d'environ 3% du PIB. Le manque des capitaux dans le secteur public s'est traduit par une dégradation des activités dans ce secteur. La dégradation est vraiment visible dans plusieurs domaines de la vie sociale, comme dans la sécurité publique ainsi que dans le transport. L'Etat n'est plus à mesure de maintenir l'ordre dans plusieurs domaines de la vie sociale. Comme résultat, les rébellions ainsi que le banditisme se sont développés tant dans les villes que dans des régions (Eycken et Vorst, 1967). Le trafic intérieur ferroviaire et fluvial a

totalemment diminué au point de disparition. Il est donc possible que cette disparition est due à l'insecurité dans des régions, au départ des techniciens étrangers et des difficultés d'importation de materiel de remplacement. L'Agriculture Congolaise était une source d'emploi de plusieurs individus, notamment hommes et femmes, même après l'indépendance. Actuellement, ce secteur est conditionné par une disparition des réseaux de distribution vers les milieux de consommation et vice-versa, conséquence de l'insecurité et de la détérioration de l'infrastructure. Ceci a amené à une baisse réelle de la production agricole commercialisée. Entre temps l'agriculture de subsistence a augmenté un peu sa production. Elle doit, depuis la disparition des réseaux de distribution, couvrir seule les besoins alimentaires des populations. La diminution de l'importance de l'agriculture commercialisée a entraîné une baisse du niveau de vie de la population dans tous les grands centres et les villes. Pour ce fait, les jeunes ainsi que les plus aptes émigrent vers les grandes villes comme Kinshasa, Lubumbashi et autres à la recherche du travail, créant ainsi une explosion de la population dans ces villes (Tilouine et Monnier, 2007).

Les populations qui sont restées dans des regions (provinces) sont de plus en plus isolées, négligées et rejetées vers l'agriculture de subsistence. Par ailleurs, l'agriculture des plantations, un important sous-secteur de l'agriculture a disparu. Dans les mines, la production des minerais progressent pour les investisseurs, mais elle est en regression pour le pays. Les statistiques relatives à la production sont sans signification, puisque les exportations frauduleuses ont pris des proportions énormes. Le déficit bidgétaire dans le pays est souvent attribué à l'accroissement des dépenses du personnel de l'Etat, conséquence de l'augmentation du nombre des fonctionnaires (non effectif) et du niveau de leur rémunération (Eycken et Vorst, 1967). La production minière, qui a commencé il y a plus d'un siècle, a joué un rôle important de la gestion économique de la RDC durant l'époque coloniale et après l'indépendance jusqu'à la fin des années 1980. En effet, le sous-sol de la RDC compte parmi les plus riches au monde au regard de la géologie et de la minéralogie. « Étant donné cet avantage naturel, la défaillance de l'économie de la RDC est généralement attribuée à la « malédiction des ressources naturelles ». Le pays possède des gisements contenant une cinquantaine de minerais recensés, mais seulement une douzaine de ces derniers est exploitée : le cuivre, le cobalt, l'argent, l'uranium, le plomb, le zinc, le cadmium, le diamant, l'or, l'étain, le tungstène, le manganèse ainsi que quelques métaux rares comme le coltan (Eycken et Vorst, 1967).

Durant les années 1980, le pays était classifié le 4^e producteur mondial de diamants. En d'autres mots, le pays possédait environ un quart des réserves mondiales des diamants, dont la majorité d'activités étaient des exportations et des exportations jusqu'en 1997. Comme la RDC possède de l'or en grande quantité, elle possède aussi environ les trois quarts des réserves mondiales de coltan, un composant essentiel pour les circuits des téléphones et des ordinateurs portables. Les espoirs de croissance économique reposent surtout sur l'industrie extractrice, en particulier l'exploitation minière, mais cette dernière ne tire que partiellement profit de la grande richesse du sous-sol du pays. En 1997, le secteur secondaire ne comptait que pour 16,9 % du PIB. Le pays produit également du pétrole, dont la production en 2003 était estimée de 24 000 barils par jour (Eycken et Vorst, 1967). « La riche hydrographie de la RDC lui confère un potentiel hydroélectrique estimé à 100 000 MW, soit 13 % du potentiel hydroélectrique mondial. La puissance installée totale est évaluée actuellement à 2 516 MW, soit 2,5 % du potentiel total pour une production moyenne possible de 14 500 Gwh. La production effective n'est actuellement que de 6 000 à 7 000 Gwh. L'hydroélectricité représente 96 % de la production d'électricité, les 4 % restants étant fourni par des centrales thermiques de faible puissance situées, pour la plupart, dans des zones isolées ». Les barrages d'Inga sur le fleuve Congo, sont la principale source de production d'énergie hydroélectrique. Cet ensemble comprend aujourd'hui deux centrales ayant une puissance totale de 1 775 MW : Inga avec 6 groupes totalisant 351 MW, Inga II avec ses huit groupes totalisant 1 424 MW). Dans son état définitif, le complexe d'Inga fournirait plus de 25 % de la production mondiale d'énergie électrique d'origine hydraulique (Eycken et Vorst, 1967).

“Le complexe hydroélectrique d'Inga constitue le cœur du parc de production de l'énergie électrique de la RDC. Situé dans la partie Ouest du pays, à environ 300 km en aval de Kinshasa, la capitale du pays, le site d'Inga possède un potentiel hydroélectrique de 40 000 à 45 000 MW sur les 100 000 MW que possède le pays tout entier. Il est constitué de deux centrales, Inga 1 et Inga 2, de 1800 MW chacune, mises en service respectivement en 1972 et 1982. Le rêve, c'est de renforcer ce potentiel par la construction d'Inga 3 et enfin du Grand Inga” (Réseau Circle, 2009). L'Afrique dispose d'un potentiel considérable de ressources hydroélectriques (évaluées par la Banque mondiale à environ quatre-vingt gigawatts), suffisant pour satisfaire tous ses besoins en énergie. Le continent compte certains des plus grands cours d'eau au monde – le Nil, le Congo, le Niger, la Volta et le Zambèze. Le potentiel de production hydroélectrique le plus significatif se trouve à Madagascar, au Niger, en Zambie, au Mozambique, en Guinée, en Éthiopie, et surtout en République démocratique du Congo (Jacquemot, 2017). L'apport potentiel des centrales d'Inga est obéré, leur production ne

dépasse pas 40 % de leur capacité. Une bonne partie de cette production est destinée à l'exportation, laissant ainsi la demande locale insatisfaite. Cette situation fait que le taux d'accès des populations à l'électricité est environ 1 % en milieu rural, d'environ 6 % sur le plan national et d'environ 30 % pour les villes alors que la moyenne en Afrique subsaharienne est environ 24,6% (Buakasa, 2008).

Outre ses richesses minières, la RDC a beaucoup d'autres avantages à faire valoir. Elle est le premier pays d'Afrique du point de vue de l'étendue de ses forêts (la moitié du territoire national est occupé par de la forêt équatoriale) et le plus important pour la préservation de l'environnement mondial. C'est à partir de 2007, réellement, que le bassin du Congo est de plus en plus le centre de préoccupation du monde entier. « La RDC se classe parmi les 10 pays de la méga biodiversité du monde avec 480 espèces de mammifères, 565 espèces d'oiseaux, 1 000 espèces de poissons, et 350 espèces de reptiles ». Le pays a une faune naturelle exceptionnelle ou l'on y trouve tous les grands animaux de l'Afrique et a des espèces rares (RDC, 2018).

«La situation réelle de la RDC se traduit par une insuffisance totale des hommes et femmes de bonne volonté, qui peuvent promouvoir l'offre des services d'infrastructures de transports, accentuée par le mauvais état des routes qui continue à affecter la non-satisfaction chronique de la demande des services de transports des tous les genres. Le réseau de transports n'offre plus aux secteurs économiques les infrastructures et services qui favorisent les échanges de toutes natures et qui améliorent la mobilité des personnes et des biens (Buakasa, 2008). Cette carence constitue un obstacle majeur au développement économique, entrave les échanges commerciaux, et restreint l'accès des populations aux services sociaux de base ». Les exportations agricoles représentaient environ moins de 10 % du PIB en 2006, contre 40 % en 1960. Jadis florissant, avec une production plus réduite, le secteur agricole de la RDC est totalement paralysé aujourd'hui, et connaît une asthénie de productivité conduisant 73 % de la population congolaise à vivre en insécurité alimentaire³⁴, les importations de denrées alimentaires (produits de première nécessité) augmentent et les exportations des produits de rente baissent. La production s'est en effet réduite depuis quelques années à des activités de subsistance malgré des conditions naturelles favorables (environ 97 % des terres arables bénéficient d'une saison culturale de plus de huit mois dans l'année. De plus, 34 % du territoire national sont de terres agricoles dont 10 % seulement sont mises en valeur. Ce problème sectoriel, partiellement lié à la faiblesse de la productivité, relève de problèmes d'accès au marché, d'évacuation des produits, de conservation, de la perte de main-d'œuvre agricole (à la suite des conflits et aux maladies endémiques) et des semences de qualité, de l'utilisation de techniques inappropriées, et du manque d'instruments de travail adéquats. Cependant, l'agriculture reste le principal secteur de l'économie, représentant environ 57,9 % du PIB en 1997. Les principaux produits agricoles exportés étaient le café, le thé, le sucre, le coton, l'huile de palme, le caoutchouc, et le cacao, ensemble avec le manioc, le maïs, le riz, l'arachide et la banana plantain. Durant 1996, agriculture occupait environ 66 % de la population active du Zaïre (Eycken et Vorst, 1967).

Depuis 1996 jusqu'en 1999, les exportations du pays ont totalement baissées d'environ 1,5 milliard de dollars en 1996 à environ 800 millions en 1999. Malgré la progression enregistrée depuis 2000, les exportations, représentant 1,3 milliard de dollars en 2003 et n'ont pas encore retrouvé le niveau des années 1990. Cependant, depuis 2001, la part des exportations dans le PIB s'est accrue, de 13,3 % en 2001 à 27 % en 2004. Une augmentation qui devrait être retenue. Parallèlement, la part des importations ont augmentées fortement et ont passées 12 % du PIB en 2001 à 27,4 % en 2004, ce qui traduit la reprise des investissements d'infrastructures et la mise en place du réseau GSM. (*Le réseau GSM est l'une de ces normes téléphoniques, crée pour révolutionner la téléphonie mobile telle qu'on la connaît aujourd'hui*).

Cette évolution a entraîné un déficit commercial, qui s'élevait à plus de 0,4 % du PIB en 2004³¹. La situation économique et financière de la RDC qui a prévalu à la fin du siècle dernier, à amener l'économie à une très profonde dégradation. Un taux de croissance négatif a été enregistré de -4,3% en 1990 et -11,4 % en 2000, et un taux d'investissement qui s'élevait à 8,5 % en 1997 est tombé à 4,5 % en 2000 ne pouvaient avoir que comme conséquence une paupérisation considérable de la population Congolaise. Comme résultat, le revenu par tête est tombé de 191 dollars américains en 1990 à 80 dollars seulement en 2000. Au même moment, l'inflation est restée très vive, atteignant respectivement environ 3642 % en 1991, 9796,9 % en 1994 et 511 % en 2000.

Les coûts imposés par les guerres civiles sont généralement énormes. D'après les estimations la perte de croissance annuelle qu'implique un conflit armé se chiffre à 2,2 et que par ailleurs, l'économie post-guerre est 15 fois plus petite qu'avant l'éclatement de la guerre. De plus, en période post-conflit, (i) l'économie croît à un taux de 1,0 % supérieur à la normale, (ii) il faut en moyenne 21 ans pour retrouver le PIB que le pays aurait eu sans le conflit, (iii) le coût pendant et après la guerre se cumule et représente au total, 105,0 % du PIB initial et (iv) l'augmentation des dépenses militaires durant et après la guerre représente une perte de 18,0 % du PIB initial (Collier, Elliot, Hegre, Hoeffler, Reynal, Querol, et Sambanis, 2003). Les études consacrées sur la relation guerres et performances économiques peuvent être regroupées dans une nouvelle branche de la science

économique, appelée : Économie politique des guerres. La littérature distingue deux principales approches dans l'analyse économique des guerres, (i) une approche basée sur des modèles formalisés et économétriques et (ii) une approche basée sur des études empirico-descriptives des activités liées à la défense. Etant donné que la première approche analyse l'impact économique des activités du secteur militaire, la deuxième est basée sur l'analyse des facteurs économiques qui justifient les conflits. Ainsi, les deux approches sont considérées mutuellement complémentaires (Coulomb, 2004 ; Collier, Elliot, Hegre, Hoeffler, Reynal-Querol, et Sambanis, 2003).

«La situation économique et sécuritaire précaire qui a prévalu en RDC après son accession à l'indépendance, constitue un des facteurs ayant motivé l'intervention des forces armées sur la scène politique, d'abord par suspendre les institutions puis en menant les coups d'Etat ». L'accession au pouvoir par chaque président en RDC est remarqué par un effort individuel sans cesse d'y rester et de renforcer son pouvoir. Ainsi, pour y parvenir, ils ont aussi investi notamment dans le pouvoir exécutif et dans les forces armées. C'est le cas de tous les dirigeants (présidents) qui ont dirigés la RDC (Berthélemy, Azam, et Calipel, 1996). La situation économique et sécuritaire précaire qui a prévalu en RDC après son accession à l'indépendance, constitue un des facteurs ayant motivé l'intervention des forces armées de s'engager dans la scène politique, d'abord par suspendre les institutions suivies d'un coup d'Etat (Collier et Hoeffler, 2007).

IV. Conclusion

L'histoire économique récente de la RDC est jalonnée de plusieurs tentatives d'assainissement et de redressement de l'économie nationale. Elle est aussi confrontée par des déséquilibres financiers, à la montée de l'endettement et à la stagnation de la production, qui ont contraint le progrès économique depuis 1980 à ces jours. Malgré une croissance économique de 8,2 % en 2008 et de 2,7 % en 2009, le pays a été ensuite parmi des pays d'Afrique les plus touchés par la crise économique de 2008 – 2009. Suite à la chute du prix des matières premières et la crise politique en 2016, le taux de croissance n'était plus que de 2,4 % avant de remonter à 3,4 % en 2017. Malgré cela, la RDC s'est montrée capable en affichant une évolution positive pour le progrès économique en 2016. En RDC, la croissance est tributaire d'une impulsion exogène, c'est-à-dire venant à la fois du public, du privé et des missionnaires (Jeune Afrique, 2015). Ces derniers se sont focalisés sur des ressources naturelles, minières et agricoles. L'exploitation du Congo vise alors principalement l'intérêt des promoteurs étrangers. Etant donnée l'importance du potentiel du pays, la corruption a été très bien installée par le régime de 1965-1997, avec une mainmise du pouvoir sur l'économie pour en détournant les profits dans le cadre d'un enrichissement personnel. Au même moment, en août 1998 c'était le début de la deuxième guerre en RDC et aussi l'origine du déclin de l'économie nationale qui s'est poursuivi jusqu'en 2000. Le territoire national se retrouva divisé entre deux zones gouvernementale et rebelles, ce qui mit fin au commerce entre ces zones (Collier and Hoeffler, 1998).

Dans leur ensemble, les relations commerciales entre les différentes régions du pays continuaient à s'affaiblir jusqu'à présent. La guerre réduisit dramatiquement les revenus du gouvernement, accrut la dette extérieure et frappant les acteurs du commerce extérieur. Entretemps les ressources du pays continuent désormais à être exploitées par les forces rebelles ainsi que les occupants étrangers (Collier and Hoeffler, 2007). C'est ainsi que certains pays voisins du Congo sont devenus par exemple « soi-disant exportateur » de diamants et de coltan, bien que n'en disposant pas sur leurs territoires. Tous, ensemble, les infrastructures défailtantes, un cadre légal incertain, la corruption, un manque d'ouverture économique et financière sont restés des freins à l'investissement et à la croissance économique (Forest, 2004). Le sous-sol de la RDC compte parmi les plus riches du monde au regard de la géologie et de la minéralogie. Étant donné cet avantage naturel, la défaillance de l'économie de la RDC est généralement attribuée à la « malédiction des ressources naturelles ». La RDC possède des gisements contenant une cinquantaine de minerais recensés, dont seulement une douzaine sont exploités. Le pays est également un producteur de pétrole, environ plus de 24 000 barils par jour en 2003. L'hydrographie de la RDC lui confère un potentiel hydroélectrique estimé à 100 000 MW, soit 13 % du potentiel hydroélectrique Mondial (Jacquemot, 2017).

La RDC figure parmi les 10 pays de la méga biodiversité du monde avec 480 espèces de mammifères, 565 espèces d'oiseaux, 1 000 espèces de poissons, 350 espèces de reptiles, 220 espèces de batraciens et plus de 10 000 angiospermes dont 3 000 seraient endémiques. Elle a une faune naturelle exceptionnelle (on y trouve tous les grands animaux de l'Afrique) et a des espèces rares. Tout ceci n'a pas été épargné par les divers conflits qui ont leurs effets dévastateurs sur la faune et la flore (RDC, 1997). Cependant, l'agriculture reste le principal secteur de l'économie en RDC, représentant environ 57,9 % du PIB en 1997. Les principales productions d'exportations étaient le café, l'huile de palme, le caoutchouc, le coton, le sucre, le thé, et le cacao, ensemble avec les cultures vivrières comme le manioc, la banane plantain, le maïs, l'arachide, et le riz. Dans

l'ensemble, l'agriculture occupait environ 66 % de la population active en 1996 (Jacquemot, 2017; Tilouine et Monnier, 2017; Kodi, 2008). Bref, la RDC est pays riche en tout. Ce que les autorités doivent faire c'est de s'organiser tous les secteurs économiques une fois de plus lentement et sûrement pour promouvoir la croissance économique et prospère économie nationale digne du pays.

Références

- [1]. Alesina A., Ozler S., Roubini N., Swagel P. (1992). Political Instability and Economic Growth, Working Paper 4173, NBER, Cambridge (Mass.).
- [2]. Alesina A., Perotti R. (1994). The Political Economy of Growth : A Critical Survey of the Recent Literature. *World Bank Economic Review*, 8, p. 351-371.
- [3]. Alesina A., Rodrik D. (1994). Distributive Politics and Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics*, 59, p. 465-490.
- [4]. Arrow, K., Bert, B., Costanza, R., Partha, D., Folke, C., Holling, C.S., Bengt-Owe, J., Levin, S., Karl-Goran., Maler, C. et al, (1995). "Economic Growth, Carrying Capacity, and the Environment," *Ecological Applications*, vol. 6, no. 1, 13-15.
- [5]. Azam, J.P. 1994. Democracy and development : A theoretical framework, *Public Choice*, 80, p 293-305
Bakumanya, Bienvenu-Marie (2008). *Snel* : gros risque de rater le marché sud africain, in *Journal le Potentiel*, n° 4230, 29 janvier 2008
- [6]. Barro, R. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *Quarterly Journal of Economics*, 54, p.407-444
- [7]. Benson, E.A. (2021). Africa's 10 poorest countries in 2021. <https://africa.businessinsider.com/local/lifestyle/top-10-poorest-countries-in-africa-in-2021//qrsbhj9>
- [8]. Berthélemy, J.C., Azam, J.P. et Calipel, S.J.C. (1996). Risque politique et croissance en Afrique. *Revue économique*, 47 (3), pp. 819-829; doi : <https://doi.org/10.3406/reco.1996.409821>
- [9]. Bertin, S., Ohana, S. and Strauss-Kahn, V. (2016). "Revisiting the Link Between Political and Financial Crises in Africa," *Journal of African Economies*, vol.25, no. 3, 323-366.
- [10]. Braeckman, C. (2009). Le Congo et ses amis chinois [archive], *le Monde diplomatique*, septembre 2009.
- [11]. Buakasa, M. (2008) « Des milliards USD chinois à la portée de la RDC », *Journal L'Observateur*, n° 2804 du 28 janvier 2008
- [12]. Collier, P. (2000). Ethnicity, Politics and Economic Performance," *Economics & Politics*, vol. 12, no. 3, 225-245.
- [13]. Collier, P., Elliot, L., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M. et Sambanis, N. (2003). *Breaking the conflict trap: civil war and development policy*, Oxford and Washington DC: Oxford University Press and World Bank.
- [14]. Collier, P., Hoeffler, A. and Soderborn, M. 2004, *On the duration of civil war*, *Journal of peace research*, Vol. 41, No. 3, 253-273.
- [15]. Collier, P. and Hoeffler, A. (2007). 'Civil War' *Handbook of Defense Economics*, chapitre 23, volume 2, 711-739.
- [16]. D'Agostino, G., Lorusso, M. and Pieroni, L. (2002). "Can We Declare Military Keynesianism Dead?" *Journal of Policy Modeling*, vol. 30, no. 5, 675-691.
- [17]. D'Agostino, G., Dunne, J.P. and Pieroni, L. 2012, "Corruption, Military Spending and growth," *Defence and Peace Economics*, vol. 23, no. 6, 591-604.
- [18]. Eycken V.H. et Vorst, V.F (1967). Le blocage de la croissance en République démocratique du Congo. In: *Tiers-Monde*, tome 8, n°30, 1967. doi: <https://doi.org/10.3406/tiers.1967.2361>
- [19]. Forest, D. (2004). Causes et motivation de la guerre civile au Libéria, *Essai de la maîtrise en relations internationales*, Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, 57p.
- [20]. Fosu, A.K. (1992). Political instability and economic growth: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Economic Development and Structural Change*, 40, p.829-842.
- [21]. Jean-Paul K. and Vangu, T. (1996). *Guerres civiles, dépenses militaires et performances économiques*. <https://actualiteeconomique.hec.ca/wp-content/uploads/2018/10/2-96-3-Tsasa-Vangu.pdf>
- [22]. Jacquemot, P. (2017). En République démocratique du Congo, Inga, le plus grand barrage hydroélectrique du monde, encore à l'état de projet. *Afrique Contemporaine 2017/1-2 (N° 261-262)*, pages 252 à 253. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2017-1-page-252.htm>
- [23]. Jeune Afrique (2015). *Croissance-soutenue* [archive], Croissance soutenue en RDC, Novembre 2015.
- [24]. *Journaldunet.com* (2022). Chicago, USA. <https://www.journaldunet.com/patrimoine/finances->

- personnelles/1208753-pays-pauvres-classement-2021/1208785-rdc
- [25]. Kodi, M.W. (2008). Corruption et Gouvernance en RDC: Durant la transition (2003- 2006), Institute for Security Studies, 124p.
- [26]. Lanotte, O. (2010). Chronologie de la République démocratique du Congo/Zaïre (1960- 1997), Online Encyclopedia of Mass Violence, 1-35.
- [27]. Maddison, A. (1987). “Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Economies: Techniques of Quantitative Assessment,” Journal of Economic Literature, vol. 25, no. 2, 649-698.
- [28]. Maddison, A. (2006). Economic Progress and Policy in Developing Countries, Routledge, 328p.
- [29]. Mauro, P. 1995, “Corruption and Growth,” The Quarterly Journal of Economics, vol. 110, no. 3, 681-712.
- [30]. Mukand, S.W. and Rodrik. D. (2005). “In Search of the Holy Grail: Policy Convergence, Experimentation, and Economic Performance,” The American Economic Review, vol. 95, no. 1, 374-383.
- [31]. Mukoko, S. (2003), « Politique économique en RDC : leçons des trois dernières décennies », in Notes de conjoncture de l’OCPE, Nouvelle série, Vol.1, No.1, pp. 27-41, Octobre, Kinshasa.
- [32]. RDC (1997). Programme National de Relance du secteur agricole. République Démocratique du Congo, Kinshasa le 27 février , p. 87
- [33]. RDC (2018). Schneider Electric forme aux métiers de l’électricité à Lubumbashi, République Démocratique du Congo. Jeune Afrique » [archive], sur *Jeune Afrique.com*, 9 novembre 2018 (consulté le 15 septembre 2021
- [34]. Réseau Circle, (2009). RDC, Le complexe hydroélectrique d’Inga au cœur des enjeux énergétiques du continent africain. <https://www.reseau-cicle.org/>
- [35]. Reuters (2008). La guerre et la crise économique - Le double piège de la RDC . 26 novembre 2008. <https://www.ledevoir.com/monde/afrique/218707/la-guerre-et-la-crise-economique-le-double-piege-de-la-rdc>
- [36]. Simon, O. (2010). Mesure des performances économiques et du progrès social : les conclusions de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. Economie & prevision, 2(193), 121-129.
- [37]. Stephen Jackson et Claire Médard (2014). Richesses sont pillées – Économie de guerre et rumeurs des crimes au Kivu. Politique africaine, 4(84), 117-135. Le Far West de l’Afrique »
- [38]. Stiglitz, J.E., Sen, A. and Fitoussi, J.P. (2009). Vers de nouveaux systèmes de mesure, Odile Jacob, 426p.
- [39]. Tilouine, J. et Monnier, X. 2017. « En RDC, l’industrialisation freinée par la corruption », *Le Monde*, 13 février 2017 (en ligne, consulté le 4 Juin 2022).